

Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 4 novembre 2014 :

Présents :

MM. Galant J., Présidente,
Caulier G., Horny D., Desmet-Culquin B.,
D'Haese-Leuridant M., Demoustiez A., **Echevins** ;
Dubois G., Mauroy-Moulin-Stalpaert P.,
Pottiez P., Hallot J.P., Breuse E., Senecaut M.,
Robette-Delputte F., Delhay J., Chanoine V.,
Dessilly V., Decoster C., Egels E., **Conseillers**,
Gillard S., **Directeur général**.

Excusés : Vanderkel A., Decamps P., Petit N., **Conseillers**

-
1. Désignation d'un président d'assemblée, conformément à l'article L1122-34 §3 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation – **approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Monsieur le Premier Echevin ouvre la séance en expliquant à l'Assemblée que conformément à l'article L1122-34 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, le Conseil communal est invité à désigner, parmi les conseillers communaux ne faisant pas partie du Collège communal en fonction, l'un d'entre eux pour présider les séances du Conseil.

Le Président d'assemblée pressenti doit être proposé à travers un acte de présentation, signé par lui-même ainsi que par la moitié au moins des conseillers de son groupe politique et la moitié au moins des conseillers du ou des groupes politiques participant au pacte de majorité.

En date du 13 octobre 2014, un acte de présentation a été déposé par le groupe politique Liste du Bourgmestre, afin de proposer le nom de Mme Jacqueline Galant en tant que Présidente du Conseil communal. Cet acte de présentation a été déposé conformément aux dispositions du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, et a été déclaré recevable par le Directeur général.

Par conséquent, le Conseil communal est invité à procéder, à haute voix, à l'élection d'un Président d'assemblée.

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment les articles L1122-30 relatif aux attributions du Conseil communal et L1122-34, §3, 4 et 5, organisant l'élection d'un Président d'assemblée parmi les conseillers communaux ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Revu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et particulièrement ses articles L1122-15, L1122-25 et L1126-1, §1^{er}, qui visent les missions du Président d'assemblée du Conseil communal ;

Considérant que suivant ce même article L1122-15, le Conseil communal est présidé par le Bourgmestre ou celui qui le remplace, sauf lorsqu'un Président d'assemblée est désigné en vertu de l'article L1122-34 ;

Vu l'acte de présentation déposé le 13 octobre 2014 auprès du Directeur général par les conseillers du groupe politique LB (Liste du Bourgmestre), par lequel il est proposé de désigner Madame Jacqueline Galant en tant que Présidente d'assemblée pour le Conseil communal pour le reste de la mandature en cours ;

Attendu que cet acte de présentation a été déclaré recevable par le Directeur général, au vu des signatures qui y figurent ;

Considérant par ailleurs que 7 jours francs se sont écoulés depuis le dépôt de cet acte de présentation ;

Procède à haute voix à l'élection d'un Président d'assemblée pour le Conseil communal :

Madame Jacqueline Galant obtient 15 voix pour.

Aucune abstention n'est dénombrée.

3 voix contre sont dénombrées.

Sur base de ce vote, décide :

Article 1^{er}. - Madame Jacqueline Galant, conseiller communal non membre du Collège communal en fonction, est désignée en qualité de Présidente d'assemblée du Conseil communal.

Article 2. - Cette désignation est d'application à partir de ce jour et prendra fin au prochain renouvellement total du Conseil communal en décembre 2018, sauf application du §5 de l'article L1122-34 ou autre motif de cessation du mandat.

Article 3. - Un exemplaire de la présente délibération est transmis au Directeur financier pour disposition.

Monsieur Delhaye interroge la Présidente quant à savoir si elle compte respecter le cadre de la fonction de Présidente et si chaque Echevin sera dès lors systématiquement chargé de prendre lui-même la parole sur les points qui se rapportent à ses attributions. La Présidente lui confirme que chaque Echevin – comme c'est déjà souvent le cas d'ailleurs – sera effectivement chargé de prendre la parole sur les points relevant de ses attributions, et qu'elle compte bien respecter les limites fixées au rôle de Présidente (comme la police de l'assemblée et la gestion du déroulement de la séance), contrairement à ce qui se fait en d'autres lieux.

La Présidente déclare le huis clos

2. Remplacement de Madame Brigitte Desmet-Culquin au sein du Collège communal en application des articles L1123-5 §2 et L1123-10 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation – approbation

La Présidente explique que suite à la réception, ce lundi 3 novembre, d'une circulaire du Ministre Paul Furlan, en charge notamment des Pouvoirs locaux, des précisions ont été apportées sur cette question . Le Conseil communal peut désigner comme Echevin, sur proposition du Collège

communal, un conseiller communal qui remplacera provisoirement l'Echevin qui pallie au remplacement du bourgmestre empêché, mais cette désignation doit se faire à bulletin secret. La réception tardive de cette circulaire n'a pas permis l'envoi du projet de délibération qui figure à la place de chaque conseiller.

Sur proposition du Collège communal, le Conseil communal est par conséquent invité à voter à bulletin secret sur la proposition portant sur la désignation de Mr Adrien Demoustiez en tant qu'Echevin ad interim.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant à huis clos,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment les articles L1122-30, L1123-5 §2 et L1123-10 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la Circulaire du 28 octobre 2014 de Monsieur Paul Furlan, Ministre en charge des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie, relative à l'Echevin empêché ;

Considérant qu'en date du 11 octobre 2014, Madame Jacqueline Galant, élue conseillère communale lors des élections du 14 octobre 2012 et désignée Bourgmestre selon les termes du pacte de majorité adopté par le Conseil communal le 3 décembre 2012, a prêté serment devant sa Majesté le Roi en qualité de Ministre du Gouvernement fédéral en charge de la Mobilité et de la SNCB ;

Vu la délibération du 13 octobre 2014 à l'issue de laquelle les compétences de Madame Jacqueline Galant, bourgmestre désormais empêchée suite à sa désignation comme Ministre fédérale, ont été redistribuées parmi les membres du Collège communal, et tout particulièrement au bénéfice de Madame Brigitte Desmet-Culquin, désormais en charge du Personnel, de l'Etat-civil, de la Sécurité, de la Police, de la Culture, de la Police des Cimetières, et déléguée à la signature de Madame la bourgmestre ;

Considérant que l'article L1123-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation stipule, en son §2, que l'échevin qui remplace un bourgmestre considéré comme empêché est remplacé, conformément à l'article L1123-10 §1^{er}, à la demande du Collège communal pour la période pendant laquelle il remplace le bourgmestre ;

Considérant que l'article L1123-10 du même Code stipule, en son §2, que l'échevin absent ou empêché peut être remplacé, pour la période correspondant à l'absence ou à l'empêchement, par un conseiller désigné par le conseil parmi les conseillers du groupe politique auquel il appartient ;

Vu la Circulaire du 28 octobre 2014 de Monsieur le Ministre Paul Furlan, précisant que le remplacement d'un Echevin empêché est une faculté laissée au Collège, que le Collège propose au Conseil de désigner un conseiller qui deviendra Echevin *ad interim* et que la désignation a lieu à bulletin secret ;

Sur proposition du Collège communal, en sa séance du 13 octobre 2014 ;

Procède à bulletin secret à la désignation d'un Echevin qui sera chargé de remplacer Madame Brigitte Desmet-Culquin durant la période où celle-ci assumera les fonctions qui lui ont été dévolues par Madame Jacqueline Galant, bourgmestre empêchée :

Monsieur Adrien Demoustiez obtient 15 voix pour.

Aucune abstention n'est dénombrée.

3 voix contre sont dénombrées.

Sur base de ce vote, décide :

Article 1^{er} . - Monsieur Adrien Demoustiez, est désigné en qualité d'Echevin.

Article 2 . - Cette désignation est d'application à partir de ce jour et prendra fin au terme de la période durant laquelle Madame Brigitte Desmet-Culquin remplace Madame Jacqueline Galant, bourgmestre empêchée.

Article 3 . - Un exemplaire de la présente délibération est transmis au Directeur financier pour disposition.

La Présidente lève le huis clos

3. Prestation de serment de Monsieur Adrien Demoustiez en qualité d'Echevin

*Suite à la désignation de Mr Adrien Demoustiez au cours du point précédent, en exécution de l'article L1126-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ce dernier prête le serment suivant :
« Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux Lois du peuple belge ».*

4. Approbation du procès-verbal de la séance du 23 septembre 2014 – partie publique – approbation.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Approuve le procès-verbal de la séance du 23 septembre 2014, partie publique, est avec 17 voix pour et 1 abstention.

5. Finances – Situation de caisse au 8 octobre 2014 – information.

La situation de caisse au 08 octobre 2014 est arrêtée au montant de 1.551.831,63 €.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Prend connaissance de l'information.

6. **Finances** – Présidence de l'assemblée du Conseil communal – décision de la présidente de renoncer à la perception des jetons de présence prévus par l'article L1122-7 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation – **approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Attendu que conformément à l'article L1122-7, §1^{er} al.1 et 2 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, les conseillers communaux ne reçoivent aucun traitement mais perçoivent un jeton de présence lorsqu'ils assistent aux réunions du Conseil communal ;

Attendu que ce même article L1122-7, §1 précise, en son alinéa 3, que le président d'assemblée visé à l'article L1122-34, §3, perçoit un double jeton de présence par séance du Conseil communal qu'il préside, et qu'il ne reçoit par ailleurs aucun autre avantage ou rétribution pour l'accomplissement de cette mission ;

Considérant que Madame Jacqueline Galant, présidente de l'assemblée du Conseil communal désignée au cours de cette même séance, a explicitement fait part de sa demande de ne pas percevoir les jetons de présence prévus par l'article L1122-7, §1 du Code, et ce dès la présente séance de ce 4 novembre 2014 ;

Décide par 15 voix pour, et 3 abstentions :

Article 1^{er} . - D'approuver la demande de Madame Jacqueline Galant, présidente de l'assemblée du Conseil communal, de ne pas percevoir les jetons de présence prévus par l'article L1122-7, §1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

Article 2 . - De transmettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

7. **Finances** – Synode de l'Eglise Protestante Unie de Baudour-Herchies - Compte 2013 – **avis**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Emet un avis favorable sur le Compte 2013 du Synode avec 16 voix pour et 2 abstentions.

8. **Finances – Modification budgétaire n°2 des services ordinaire et extraordinaire du budget communal de l'exercice 2014 – approbation**

L'Echevin des Finances présente la Modification budgétaire n°2 du budget communal, exercice 2014.

Monsieur Delhay demande s'il serait possible d'obtenir une estimation des économies attendues suite au passage de l'ensemble du personnel sous le régime des vacances annuelles du secteur public. L'Echevin des Finances ne disposant pas de ces chiffres, il est proposé de les mettre à disposition du Conseil communal dès sa prochaine séance.

Monsieur Delhay demande également des précisions sur l'avancement du dossier de constitution de la Régie communale autonome, et si la gestion de logements par cette Régie est toujours envisagée. L'Echevin des Finances lui répond que le dossier en est au stade de la finalisation par l'auteur de projet, et que la gestion de logements est toujours bien prévue.

Enfin, Monsieur Delhay demande des précisions sur les activités parascolaires qui seront désormais organisées par la Commune, mais l'Echevin des Finances lui répond que ce point sera abordé juste après.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Approuve la modification budgétaire des services ordinaire et extraordinaire du budget communal de l'exercice 2014, avec 15 voix pour et 3 abstentions.

9. **Finances – Arrêté du Gouvernement Wallon du 5 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages : taux de couverture des coûts en matière de déchets des ménages – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Approuve le taux de couverture communal du coût-vérité et le plan financier qui s'y rapporte, à l'unanimité.

10. **Finances – Redevance pour la participation aux ateliers parascolaires - approbation**

L'Echevin des Finances présente ce point et propose de préciser, dans le projet de délibération, que les montants indiqués sont valables pour toute l'année scolaire et par atelier.

Monsieur Delhay demande si l'ASBL dont les activités ont été reprises par la Commune, et qui a connu des difficultés internes ayant mené à cette reprise des activités, est une ASBL subsidiée par la Commune. L'Echevin des Finances lui répond par la négative.

Monsieur Delhay demande également s'il est possible de connaître la nature des difficultés rencontrées par l'ASBL et leur cause. La Présidente demande à ce que ces informations ne soient abordées qu'au cours du huis clos, et propose de mettre ce point au vote.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Attendu que l'Administration Communale propose d'organiser des activités sportives et ludiques destinées aux enfants de ses écoles communales fondamentales, et ce après les heures habituelles de cours;

Attendu que ces activités parascolaires seraient organisées au sein des 3 écoles communales ;

Attendu que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité et figure en annexe à la présente ;

Attendu que les ateliers seront animés pendant les périodes scolaires et qu'ils débiteront début octobre pour prendre fin en mai de chaque année ;

Attendu qu'il y a lieu de fixer la participation financière à réclamer aux parents inscrivant un/des enfant(s) à un/des atelier(s) ;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE, avec 15 voix « pour » et 3 abstentions :

Article 1 : il est établi pour les exercices 2014 à 2019 une redevance pour la participation des enfants aux ateliers parascolaires organisés au sein des écoles communales.

Article 2 : la participation financière comprend outre l'animation, les frais d'assurance, d'encadrement et les charges administratives.

Article 3 : la redevance est fixée à :

- 125 € par enfant, pour la participation à l'atelier du mercredi après-midi durant toute l'année scolaire.
- 100 € par enfant et par atelier, pour la participation aux ateliers organisés le lundi, mardi, jeudi ou vendredi durant toute l'année scolaire.

Article 4 : les frais de participation sont dus au moment de l'inscription de l'enfant

Article 5 : Il ne sera procédé à aucun remboursement même en cas de maladie ou de désistement de l'enfant. Par contre, en cas de maladie prolongée ou d'absence prolongée de l'animateur, il pourra être procédé au remboursement partiel des frais de participation, au prorata des semaines durant lesquelles les ateliers n'ont pas pu être remboursés.

Article 6 : A défaut de paiement dans les délais prévus à l'article 4, le recouvrement de la redevance sera poursuivi selon la procédure prévue à l'article L1124, § 1, 1° du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

Article 7 : le présent règlement entrera en vigueur le jour de la publication par voie d'affichage de la décision de l'autorité de tutelle

11. **Secrétariat – Agence Locale pour l’Emploi – A.L.E. : représentants du Conseil communal à l’Assemblée générale – démission de Madame Jacqueline Galant. Proposition de désignation de Monsieur Vincent Dessilly – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l’article L 1122 – 18 et L 1122 - 30.

Vu le statut de l’association sans but lucratif Agence Locale pour l’Emploi de Jurbise;

Considérant qu’il appartient à la Commune de désigner 7 des 14 associés appelés à composer l’association sans but lucratif précitée;

Considérant que les mandats sont répartis proportionnellement entre les groupes qui composent le Conseil Communal ; sont considérés comme formant un groupe, les membres du Conseil Communal qui ont été élus sur une même liste ;

Vu la délibération du 18 décembre 2012 du Conseil communal, désignant les représentants du Conseil communal à l’Assemblée générale de l’ALE ;

Attendu que Madame Jacqueline Galant a explicitement fait part de sa volonté de démissionner de son poste de représentant du Conseil communal auprès de l’Assemblée générale de l’ALE ;

Attendu qu’afin de respecter l’obligation de désigner 7 associés parmi les membres du Conseil communal, il convient de désigner un remplaçant à Madame Galant qui soit issu du même groupe politique que l’intéressée, à savoir la Liste LB ;

Attendu que, conformément à ces dispositions, il est ce jour proposé de désigner Monsieur Vincent Dessilly, conseiller communal de Jurbise, pour remplacer Madame Galant ;

ARRETE, avec 15 voix pour et 3 abstentions :

Article 1 : La démission de Madame Jacqueline Galant de son poste de représentant du Conseil communal auprès de l’Assemblée générale de l’ALE est acceptée.

Article 2 : Monsieur Vincent Dessilly, conseiller communal et membre de la Liste LB, est désigné pour remplacer Madame Jacqueline Galant.

Article 3 : Un exemplaire de la présente délibération sera transmis à l’Agence Locale pour l’Emploi.

12. **Secrétariat – Intercommunale IMIO - Assemblée générale extraordinaire du 19 novembre 2014 – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1512-3 et L1523-1 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil communal du 21 mai 2013 portant sur la prise de participation de la Commune à l'intercommunale de mutualisation en matière informatique et organisationnelle (IMIO) ;

Considérant que la Commune a été convoquée à participer à l'assemblée générale d'IMIO du 19 novembre 2014 par lettre datée du 25 septembre 2014 ;

Considérant que l'Assemblée générale du second semestre doit avoir lieu, avant le premier lundi du mois de décembre, conformément à l'article L1523-13 – paragraphe 4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Considérant que la Commune de Jurbise doit être représentée à l'Assemblée générale de l'intercommunale IMIO par cinq délégués, désignés à la proportionnelle, trois au moins représentants la majorité du Conseil communal ;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces cinq délégués représentant la Commune de Jurbise à l'Assemblée générale de l'intercommunale IMIO du 19 novembre 2014 ;

Que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale, adressé par l'intercommunale ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur Conseil et qu'à défaut de délibération du Conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant que l'ordre du jour porte sur :

1. Modification de l'article 9 des statuts.
- 2 .Modification de l'article 23 des statuts.
- 3 .Clôture.

Considérant que les points précités sont de la compétence de l'Assemblée Générale et ce conformément à l'article 19 des statuts de l'intercommunale IMIO.

Sur proposition du Collège communal;

Après en avoir délibéré,

DECIDE, à l'unanimité:

D'approuver aux majorités ci-après les points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale d'IMIO du 19 novembre 2014 qui nécessitent un vote.

Article 1^{er} - à l'unanimité,

D'approuver l'ordre du jour dont les points concernent :

1. Modification de l'article 9 des statuts.
- 2 .Modification de l'article 23 des statuts.
- 3 .Clôture.

Article 2 - de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté telle qu'elle est exprimée dans l'article 1er ci-dessus.

Article 3- de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente décision.

Article 4- de transmettre la présente délibération à l'intercommunale IMIO.

13. **Secrétariat – Intercommunale IMIO - Assemblée générale ordinaire du 19 novembre 2014 – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1512-3 et L1523-1 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil communal du 21 mai 2013 portant sur la prise de participation de la Commune à l'intercommunale de mutualisation en matière informatique et organisationnelle;

Considérant que la Commune a été convoquée à participer à l'assemblée générale d'IMIO du 19 novembre 2014 par lettre datée du 25 septembre 2014 ;

Considérant que l'Assemblée générale du second semestre doit avoir lieu, avant le premier lundi du mois de décembre, conformément à l'article L1523-13 – paragraphe 4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Considérant que la Commune de Jurbise doit être représentée à l'Assemblée générale de l'intercommunale IMIO par cinq délégués, désignés à la proportionnelle, trois au moins représentants la majorité du Conseil communal ;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces cinq délégués représentant la Commune de Jurbise à l'Assemblée générale de l'intercommunale IMIO du 19 novembre 2014 ;

Que le Conseil doit se prononcer sur le point de l'ordre du jour de l'Assemblée générale, adressé par l'intercommunale ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur Conseil et qu'à défaut de délibération du Conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant que l'ordre du jour porte sur :

1. Présentation de l'offre de service et des solutions IMIO.
Présentation et démonstration du portefeuille de solutions.
2. Présentation du business plan 2015-2020.
Présentation du plan financier et des objectifs 2015.
3. Nomination de l'administrateur représentant les intercommunales au sein d'IMIO.
4. Clôture.

Considérant que les points précités sont de la compétence de l'Assemblée Générale et ce conformément à l'article 19 des statuts de l'intercommunale IMIO.

Sur proposition du Collège communal;

Après en avoir délibéré,

DECIDE, à l'unanimité:

D'approuver aux majorités ci-après les points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale d'IMIO du 19 novembre 2014 qui nécessitent un vote.

Article 1^{er} - à l'unanimité,

D'approuver l'ordre du jour dont les points concernent :

1. Présentation de l'offre de service et des solutions IMIO.
Présentation et démonstration du portefeuille de solutions.
2. Présentation du business plan 2015-2020.
Présentation du plan financier et des objectifs 2015.
3. Nomination de l'administrateur représentant les intercommunales au sein d'IMIO.
4. Clôture.

Article 2 - de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté telle qu'elle est exprimée dans l'article 1er ci-dessus.

Article 3- de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente décision.

Article 4- de transmettre la présente délibération à l'intercommunale IMIO.

14. **Secrétariat – Délibération du Conseil de l'Action sociale du 27 août 2014 portant modifications et corrections diverses du Statut pécuniaire du personnel du Centre – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le Décret du 23 janvier 2014 du Gouvernement wallon, modifiant certaines dispositions de la loi organique des CPAS du 8 juillet 1976 ;

Vu la loi organique des CPAS du 8 juillet 1976, notamment son article 112 quater, §1^{er} qui stipule, en son alinéa 1, que les actes des CPAS portant sur la fixation du cadre du personnel ou au statut visé à l'article 42, §1^{er}, sont soumis à la tutelle spéciale d'approbation du Conseil communal ;

Vu la Circulaire du 28 février 2014 de Monsieur Paul Furlan, Ministre wallon des Pouvoirs locaux et de la Ville, portant de la tutelle sur les actes des centres publics d'action sociales et des associations visées au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, et relative aux pièces justificatives ;

Considérant que conformément à l'alinéa 5 de l'article 112 quater, §1^{er} susvisé, l'approbation sur ces actes peut être refusée pour violation de la loi ou lésion de l'intérêt général ;

Vu le statut pécuniaire du CPAS de Jurbise, et ses modifications ultérieures ;

Vu la délibération du 27 août 2014 du Conseil de l'Action sociale, adoptant diverses propositions de modification et de correction apportées au Statut pécuniaire du personnel du CPAS ;

Considérant que ces dispositions ne violent pas la loi et ne portent pas atteinte à l'intérêt général ;

Considérant que cette délibération a été approuvée à l'unanimité des conseillers de l'Action sociale présents ;

Décide, à l'unanimité :

Article 1^{er}. - D'approuver la délibération du 27 août 2014 du Conseil de l'Action sociale, adoptant diverses propositions de modification et de correction apportées au Statut pécuniaire du personnel du CPAS.

Article 2. - De transmettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition, ainsi qu'aux autorités du CPAS de Jurbise.

15. **Secrétariat – Appel à projet « Funérailles et Sépultures » : lancement de la phase d'exécution – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article 1122-30 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (montant du marché HTVA n'atteint pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 4 ;

Vu l'Arrêté Ministériel réceptionné le 9 janvier 2014, accordant une subvention à la Commune de Jurbise pour réaliser les « travaux d'entretien et de mise en valeur des monuments mémoriels et de sépultures des acteurs des guerres 14-18 et 40-45 », dans le but d'entretenir et préserver la mémoire des victimes des deux guerres ;

Attendu que le montant de la subvention est fixé à 3.920 euros, afin de réaliser les travaux suivants au Cimetière de Masnuy-Saint-Pierre et d'Herchies :

- Masnuy-Saint-Pierre : mise en perspective de l'allée principale menant à la croix du Sacrifice et des 24 stèles.
Redressement, stabilisation et nettoyage des stèles. Remplacements des macarons manquants. Rafrâichissement de la pelouse d'honneur et pose de pavés en bordure de chemin afin de remplacer la bordure abîmée. Acquisition de deux pupitres didactiques à implanter aux abords de la pelouse.
- Herchies : mise en perspective des stèles et du monument principal (pelouse d'honneur).
Nettoyage des stèles et du monument central de la pelouse.
Acquisition d'un pupitre didactique à implanter sur le côté gauche de la pelouse d'honneur.

Considérant que la participation du Conseil Communal des Jeunes sera sollicitée dans le cadre d'une mise à l'honneur des Anciens Combattants, et que la cérémonie qui sera organisée sera l'occasion de présenter les recherches effectuées par les membres du Conseil Communal des Jeunes au sujet de l'histoire de certains Anciens Combattants ;

Considérant que le montant estimé des dépenses globales envisagées pour la concrétisation de ce projet, s'élève à 5.096 € TVAC, et permet de solliciter une subvention équivalente à la somme de 3.920 euros TVA comprise, soit 70% du montant total estimé des travaux ;

Considérant que les divers achats et investissements qui seront réalisés, le seront dans le respect strict et inconditionnel de la réglementation en matière de marchés publics, et notamment la Loi du 15 juin 2006, la Loi du 17 juin 2013, l'Arrêt royal du 15 juillet 2011 et l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 évoqués ci-dessus ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrit dans la modification n°2 des services ordinaire et extraordinaire du budget communal de l'exercice 2014, articles 878/125-02 et 878/125-06 et sera financé par un emprunt ;

Vu l'obligation de transmission d'un décompte final, dont les pièces à fournir sont énumérées dans l'Arrêté Ministériel relatif à l'octroi d'un accord favorable sur le projet (pièce n°13/23600), dans les deux mois qui suivent la fin des travaux auprès du Service Public de Wallonie DGO1.76 sis Boulevard du Nord N°8 à 5000 Namur ;

DECIDE, à l'unanimité:

Article 1er - D'approuver les modalités, estimation et démarches du projet « Funérailles et Sépultures ». Le montant estimé pour la concrétisation complète du projet s'élève à 5.096,00 € , 21% TVA comprise.

Article 2 : D'approuver le lancement de la phase exécution du projet « Funérailles et Sépultures ».

Article 3 : De financer cette dépense par le crédit inscrit dans la modification n°2 des services ordinaire et extraordinaire du budget communal de l'exercice 2014, articles 878/125/02 et 878/125/06.

Article 4 : De transmettre copie de la présente au Service Public de Wallonie (DGO 1) sis Boulevard du Nord n°8 à 5000 Namur ainsi qu'à Monsieur le Directeur Financier pour disposition.

Article 5 : De solliciter la subvention d'un montant de 3.920,00 € dans les deux mois qui suivent la fin des travaux et ce sur base du dossier de décompte final qui sera transmis à la DG01.76 sis Boulevard du Nord N°8 à 5000 Namur.

16. **Secrétariat – Appel à projet « Funérailles et Sépultures » : procédure de marché public relative à l'acquisition de trois tables d'orientation – mode de passation, conditions et CSCH – approbation**

Monsieur Delhaye demande confirmation sur le fait que ce point et le précédent font partie du même dossier, ce à quoi il lui est répondu par l'affirmative. Monsieur Delhaye demande également quelques éclaircissements sur le type de pupitre recherché et sur leur fonctionnalité précise, ce à quoi le Directeur général lui répond.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (montant du marché HTVA n'atteint pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 4 ;

Considérant que le Service Secrétariat a établi une description technique N° 2014-01-VD pour le marché intitulé « Acquisition de trois tables d'orientation » dans le cadre de la phase d'exécution du projet « Funérailles et Sépultures » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 1.818,18 € HTVA ou 2.200,00 € TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrit dans la modification n°2 des services ordinaire et extraordinaire du budget communal de l'exercice 2014, article 878/125-02 et sera financé par un emprunt ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er - D'approuver la description technique N° 2014-01-VD et le montant estimé du marché intitulé « Acquisition de trois tables d'orientation », initié dans le cadre de la phase d'exécution du projet « Funérailles et Sépultures », établis par le Service Secrétariat. Le montant estimé s'élève à 1.818,18 € HTVA ou 2.200,00 € TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De consulter les fournisseurs suivants dans le cadre de la présente procédure :

- NIEZEN Traffic, chaussée de Mons 38 à 7940 Brugelette
- EXPOMOBILE, chemin de Nonceveux 3 à 4910 Theux
- KOPPEN, Brechtsebaan 22 – Industriezone 4, 2900 Schoten
- SPRL BRASSINE, Rue de Chassart, 2 1495 Villers-La-Ville

Article 4. - De financer cette dépense par le crédit inscrit dans la modification n°2 des services ordinaire et extraordinaire du budget communal de l'exercice 2014, article 878/125-02.

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

17. Travaux – MP 2014-20-SG-RP relatif à la désignation d'un auteur de projet pour la rénovation d'un local sportif communal – mode de passation, conditions et CSCh – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 8.500,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 110 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 4 ;

Considérant le cahier des charges N° 2014-20-SG-RP relatif au marché "Désignation d'un auteur de projet pour la rénovation d'un local sportif communal" ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 4.132,23 € hors TVA ou 5.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2014, article 764/733-51 (n° de projet 20140056) et sera financé par un emprunt ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° 2014-20-SG-RP et le montant estimé du marché "Désignation d'un auteur de projet pour la rénovation d'un local sportif communal". Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 4.132,23 € hors TVA ou 5.000,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2014, article 764/733-51 (n° de projet 20140056).

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

18. Travaux – Entretien extraordinaire de voirie 2014 – Rue Piet en Veau – mode de passation, conditions et CSCh – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 24 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Considérant que le marché de conception pour le marché "Entretien extraordinaire de voirie 2014 - rue Piet en Veau" a été attribué à Hainaut Ingénierie Technique, rue de Valenciennes, 58 à 7301 HORNU ;

Considérant le cahier des charges N° AC/1160/2014/0004 relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, Hainaut Ingénierie Technique, rue de Valenciennes, 58 à 7301 HORNU ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 99.504,50 € hors TVA ou 120.400,45 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication ouverte ;

Attendu que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité et figure en annexe à la présente ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2014, article 421/735-60 (n° de projet 20140011) et sera financé par emprunt ;

Considérant que ce crédit a été augmenté de 10.000 € en modification budgétaire n° 2 de l'exercice 2014 ;

DECIDE à l'unanimité ;

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° AC/1160/2014/0004 et le montant estimé du marché "Entretien extraordinaire de voirie 2014 - rue Piet en Veau", établis par l'auteur de projet, Hainaut Ingénierie Technique, rue de Valenciennes, 58 à 7301 HORNU. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 99.504,50 € hors TVA ou 120.400,45 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir l'adjudication ouverte comme mode de passation du marché.

Article 3. - De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 4. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2014, article 421/735-60 (n° de projet 20140011), ainsi que par le crédit de 10.000€ inscrit en modification budgétaire n° 2 de l'exercice 2014 ;

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

19. Urbanisme – Suppression partielle du sentier n°26 à Jurbise (Erbaut) – approbation

Monsieur Delhaye fait remarquer que ce dossier est emblématique d'une réalité de plus en plus rencontrée, à savoir la suppression de sentiers communaux, et exprime ses regrets quant à la politique trop peu proactive de la Commune en la matière. Il demande également où se situe précisément ce sentier 26 et si une étude alternative, susceptible d'aboutir à la réhabilitation du sentier, a été menée par la Commune.

La Présidente propose de répondre en lieu et place de Monsieur Demoustiez, qui n'a pas encore pu prendre connaissance des différents aspects de ce dossier dans le cadre de ses nouvelles attributions. Elle précise la localisation de ce sentier (à proximité de la station d'épuration à Erbaut) et rappelle que les deux seuls riverains concernés par le passage de ce sentier sur leur propriété, ont signé une convention quant à son éventuelle suppression.

Monsieur Delhaye maintient toutefois qu'il s'agit d'une preuve supplémentaire d'une « colonisation » de sentiers communaux par des riverains.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu la demande introduite en date du 4 avril 2004 par le Géomètre Guy MEUNIER, mandaté par Monsieur et Madame Couwez-Dessart en vue de supprimer partiellement un tronçon du sentier n°26 à Erbaut et situé entre le chemin vicinal n°1 et le sentier n°25 dénommé sentier de la piedsente de la Maison Communale;

Attendu que le sentier n°26 se situe dans les parcelles cadastrées section A n°306 c propriété de Monsieur et Madame Couwez-Dessart et section A n°306 f propriété de Monsieur Francis Frébutte;

Attendu que la partie de sentier sise entre le Chemin vicinal n°1 et l'intersection entre le sentier n°26 et le sentier n°25 n'est plus empruntée depuis de nombreuses années et qu'elle n'est plus matérialisée sur place;

Attendu qu'une emprise de 54,25 m² est à supprimer dans la parcelle cadastrée section A n°306 c appartenant à Monsieur et Madame Couwez-Dessart;

Attendu qu'une emprise de 38,50 m² est à supprimer dans la parcelle cadastrée section A n°306f appartenant à Monsieur Francis Frébutte;

Vu que les propriétaires mentionnés ci-avant ont signé pour accord sur la suppression du tronçon du sentier vicinal n°26 ;

Vu le décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale qui organise un statut juridique unique pour l'ensemble des voiries communales puisqu'il fusionne le régime des voiries vicinales jusqu'ici soumis à la loi du 10 avril 1841 et le régime des voiries communales innomées jusqu'ici organisé par les articles 129 et suivants du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie;

Vu qu'une procédure unique régit donc dorénavant la création, la modification ou la suppression des voiries ;

Considérant que les demandes impliquant la création, la modification ou la suppression et la modification de voiries communales dont l'accusé de réception est antérieur au 1^{er} avril 2014 se poursuivent conformément au droit antérieur (soit le C.W.A.T.U.P.E. soit la loi du 10 avril 1841) ;

Considérant que la présente demande a été introduite le 4 avril 2014 et qu'elle ne sera donc pas traitée suivant la loi du 10 avril 1841 mais selon le décret du 6 février 2014;

Vu l'enquête réalisée par la commune du 2 juillet 2014 au 1^{er} septembre 2014 (suspension des enquêtes publiques entre le 16 juillet et le 15 août);

Vu le procès-verbal de clôture d'enquête mentionnant qu'aucune réclamation n'a été formulée ;

Vu la décision du Collège communal du 9 septembre 2014 qui remet un avis préalable favorable sur la demande et décide de soumettre celle-ci à la décision du Conseil communal compétent pour toute création, modification ou suppression de voiries communales ou vicinales ;

DECIDE ,par 15 voix « pour » et 3 abstentions,

Article 1 : D'émettre un avis favorable à la requête de suppression partielle du sentier n°26 comme décrit dans le dossier et tracé sur plan.

Article 2 : De publier la présente décision intégralement et durant 15 jours, et d'en envoyer un exemplaire à tous les propriétaires riverains.

20. **Motion** proposée par le Groupe P.S. concernant le projet de Partenariat transatlantique sur le Commerce et l'Investissement entre l'Union européenne et les Etats-Unis d'Amérique (TTIP) et ses conséquences sur les entités locales – **approbation**

Pour le Groupe PS, Madame Senecaut expose les raisons qui conduisent aujourd'hui le Groupe à proposer cette motion à l'Assemblée.

La motion marque la volonté du Parti socialiste d'agir au niveau communal vis-à-vis du Traité transatlantique. Les négociations sur l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et les États-Unis sont en cours et font débat, certains estimant qu'elles présentent des risques potentiels particulièrement inquiétants, que ce soit pour les citoyens, les Etats, les services publics ou encore les entreprises.

Madame Senecaut apporte divers exemples à travers lesquels l'application du projet de Partenariat transatlantique pourrait trouver à s'appliquer, avec des effets et conséquences relativement graves : importation d'organismes génétiquement modifiés, poursuites judiciaires exercées par des groupes privés s'estimant lésés par certaines politiques étatiques, appauvrissement culturel européen de par une production non européenne qui prendrait une place de plus en plus importante dans notre paysage culturel, facilitation de certaines pratiques violant la protection de la vie privée (mails espionnés, vérifications d'identité,...), la possibilité de recourir à des clauses d'arbitrage pour régler des conflits (sociaux ou autres),...

La Présidente propose le report du vote sur cette motion à la prochaine séance du Conseil communal, afin de permettre aux membres du Conseil de prendre connaissance de la note explicative transmise par Madame Senecaut la veille de la présente séance.

21. Question(s) orale(s).

Au nom du Groupe P.S., Madame Senecaut expose la question qui suit :

*« Mme la Bourgmestre, mesdames et messieurs les Echevins,
Il y a quelques mois, mon groupe vous avait posé une question quant à l'organisation du stationnement en face de l'école d'Erbisoeul suite à la construction de la nouvelle école, construction rendant impossible l'accès au parking. Un dépose-minute a été mis en place. Toutefois, certains problèmes semblent être constatés. Un policier présent en début d'année scolaire aurait été amené à procéder à certaines constatations. Devant les problèmes qui semblent se rencontrer, le groupe PS vous a demandé de procéder à une évaluation du système et ainsi d'examiner les possibilités d'améliorer celui-ci. Merci d'avance pour votre réponse ».*

Madame Senecaut précise par ailleurs que la situation est particulièrement difficile pour les automobilistes en provenance d'Herchies, car la zone de dépose-minute est située dans l'autre sens de circulation, et ces automobilistes sont dès lors obligés d'effectuer une manœuvre de demi-tour potentiellement dangereuse.

En réponse à la question de Madame Senecaut, l'Echevine en charge de la Sécurité et de la Police lui fait part des éléments d'information recueillis non seulement auprès de la Zone de Police Sylle et Dendre, mais également auprès du personnel communal chargé de la traversée des enfants devant l'école (surveillants habilités).

« Le Service Sécurité-Prévention communal a sollicité, auprès des services de police de Jurbise, une politique accentuée en matière de prévention destinée aux parents et grands-parents. Par ailleurs, un courrier a été distribué aux parents de l'école le 09 septembre 2014, avec comme objectif de rappeler la bonne utilisation de la zone d'arrêt ainsi que des zones de stationnement initialement prévues au Chemin du Prince.

D'après les informations reçues du Gardien de la Paix et de l'Agent de Proximité, les parents font désormais preuve de civisme et ont bien compris le principe de la zone « dépose-minute ». Quelques avertissements oraux ont toutefois été formulés par la Police courant septembre 2014. Aucun procès-verbal n'a été dressé.

Le parking situé à l'arrière de l'école (rue Rouge à Triaux) pourra être à nouveau ouvert pour les parents dès que les travaux seront terminés et dès que toutes les conditions en matière de sécurité seront rencontrées. Le jour le plus « sensible » demeure le mercredi midi où la circulation des véhicules est la plus importante ».

L'Echevin de l'Enseignement précise pour sa part que malgré les quelques inconvénients rencontrés en début d'année scolaire, la situation connaît depuis lors une nette amélioration.

Huis clos
